

DEKRA Industrial SAS  
AGENCE HAUTS DE FRANCE  
Rue Pierre et Marie Curie  
Zone Artisanale du 14 juillet  
62223 ST LAURENT BLANGY  
Tel : 03.20.16.33.90

**Maître d'ouvrage :**

MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG GRAND  
NORD

32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031  
59043 LILLE CEDEX



## LILLE - Restructuration de la Halle aux sucres

Ouvrage(s) : | Halle au sucres

### Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Dossier de consultation des entreprises

**Maître d'Ouvrage :**

MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG GRAND NORD  
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031  
59043 LILLE CEDEX

Mission concernée :

Hand, L\*, LE, P1, PS, S\*

Nature des travaux :

Aménagement intérieur

**Etabli par :**

SAMIR BENOUAHLIMA

Ingénieur généraliste



Référence : **5446700A/3**

Nombre de pages : 28

Date : 19 mai 2026

Nota : Se reporter également au rapport sur les installations électriques



\* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC

Accréditation n° 3-105

Liste des implantations et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

DEKRA Industrial SAS.

Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1

[www.dekra-industrial.fr](http://www.dekra-industrial.fr) - N°TVA FR 44 433 250 834

SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



## **SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>DONNÉES GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DU RAPPORT .....	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS .....	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION .....	4
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT .....	5
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS .....	6
1.6	CLASSEMENT .....	6
1.7	FORMULATION DES AVIS .....	8
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS .....	9
<b>2</b>	<b>AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....</b>	<b>10</b>
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS .....	10
2.2	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	12
2.3	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	15
2.4	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE.....	16



---

# 1 DONNÉES GÉNÉRALES

---

## 1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission Hand + L + LE + P1 + PS + S de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

## 1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

### DONNEUR D'ORDRE

**MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG  
GRAND NORD  
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031  
59043 LILLE CEDEX**

### MAITRE D'OUVRAGE

**MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG  
GRAND NORD  
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031  
59043 LILLE CEDEX**



## 1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

➤ **Adresse du chantier :** **33 Avenue du Peuple Belge  
59800 LILLE**

➤ **Nature et objet des travaux :**

### Résumé du programme de travaux

Le programme des travaux prévoit le ré aménagement en partie de la Halle aux sucres située au 33 Avenue du peuple Belge à Lille.

Sont prévus :

- la création d'une salle d'audience et des travaux de traitement d'air dans les deux salles d'audience existantes au R+1
- la réorganisation de certains postes de travail et le changement des sols, murs et faux plafonds des circulations communes et de la salle d'audience et de certains bureaux du R+2

### Description des bâtiments

#### Halle au sucres

<b>Nombre d'étages au-dessus du rez-de-chaussée : 3</b>
---

➤ **Caractéristiques des ouvrages :**

### Conditions d'accessibilité et desserte :

Bâtiment accessible au 33 avenue du Peuple Belge à Lille.

### Description et isolement par rapport aux tiers :

Tiers existants



### ➤ Classement des locaux

#### Locaux à risques particuliers :

Incendie	Sans objet dans le cadre des travaux
Explosion	Sans objet dans le cadre des travaux
Choc électrique	Sans objet dans le cadre des travaux

#### Installations classées :

Néant

## 1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

Missions S, LP, LE, PS, Hand.

### ➤ Limites d'intervention sur existants :

Ce présent rapport ne concerne que les travaux mentionnés ci dessus et faisant partie du



programme des travaux transmis.

## 1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

### ➤ Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux ne nous ont pas été transmises.

## 1.6 CLASSEMENT

### Halle au sucres

#### Etablissement recevant du public :

Catégorie : 2

Type(s) et / ou activité(s) principale(s) : L - Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles, ou usages multiples; W - Administrations, banques, bureaux; X - Etablissements sportifs couverts

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public se situe à plus de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : non

#### Etablissement recevant des travailleurs :

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible se situe à plus de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Cloisonnement de type : Traditionnel

#### Classement incendie :

Source de classement : Notice de sécurité

#### Effectifs : Total = 831

Désignation ou niveaux	Mode de calcul	Public	Personnel	Cumul
R+3	Déclaratif	139	2	141
R+2	Déclaratif	124	100	224
R+1	Déclaratif	348	67	415
RdC	Déclaratif	34	17	51

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : oui

Date de dépôt (PC,AT,...) : 01/04/2026

#### Classement vis-à-vis de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :

Etablissement recevant du public situé dans un cadre bâti existant.

Etablissement recevant des travailleurs situé dans un cadre bâti existant.



**Classement du bâtiment vis-à-vis du risque sismique :**

Catégorie d'importance : III



## 1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués dans les documents communiqués, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.  
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**  
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
- **PM : pour mémoire**  
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**  
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**  
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**  
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.





## 1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
1.1.1_CCTP_LOT01_DEMOLITION	
1.1.2_CCTP_LOT02_MEN INT + PLATRERIE	
1.1.3_CCTP_LOT03_PEINTURE + SOL SOUPLE	
1.1.4_CCTP_LOT04_MOBILIER	
1.1.5_CCTP_LOT05_CVCP	
1.1.7_CCTP_LOT07_ASCENCEUR	
2.1_r+1_repe´rage ge´ne´ral	
2.1_r+2_repe´rage ge´ne´ral	
2.4.1_plan cvcp_salle d'audience	
3_NOTICE SE´CURITE´ SIGNE´E	
5_PLAN SE´CURITE INT	
4_PLAN SECURITE´ EXT	
10_NOTICE ACCESSIBILITE´	



## 2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

### 2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINÉS	COMMENTAIRES	AVIS
<b>ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE</b>			
<b>Analyse par missions</b>			
1	<b>Examen visuel préalable aux travaux en l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic et état des lieux</b>	Une visite de reconnaissance permettant d'apprécier l'état des ossatures existantes devra être prévue	S
2	<b>Examen du programme de travaux en lien avec l'état des existants.</b>	Une visite de reconnaissance permettant d'apprécier l'état des ossatures existantes devra être prévue	S
<b>RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE</b>			
<b>Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe</b>			
3	<b>Article GN 1 Classement des établissements</b>	Établissement de type W, L, X classé en 2ème catégorie : il conviendra de nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur les travaux afin de valider ce classement	S
4	<b>Article GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité</b>	Il conviendra de nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur les travaux	S
5	<b>Article GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents</b>	il conviendra de nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur les travaux afin de valider ce classement	S
6	<b>Article GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction</b>	Les différents PV de classement au feu et de réaction au feu des éléments de construction devront nous être transmis	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
7	<b>Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires</b>	Les différents PV de classement au feu et de réaction au feu ainsi que les certificats NF et CE des éléments de construction devront nous être transmis	S
8	<b>Article CO 24 Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur)</b>	Les cloisons entre les locaux accessibles au public et les dégagements devront être CF1H Les parois entre locaux accessibles au public devront être PF1/2H	S
9	<b>Article CO 38 Calcul des dégagements</b>	Le R+1 dispose de 3 dégagements totalisant 8UP au lieu des 9UP exigibles du fait de l'augmentation de l'effectif de l'étage induit par la création de la salle d'audience de 100 personnes	D
10	<b>Article AM 17 Planchers légers surélevés</b>	Aucune réaction au feu n'est précisée dans les CCTP pour les estrades des salles classée en type L et leur revêtements	S
<b>Arrêté du 5 février 2007 - Dispositions particulières Type L</b>			
11	<b>Article L 3 Calcul de l'effectif</b>	L'effectif supplémentaire induit par la création de la salle d'audience du R+ doit être compté en fonction du nombre de places assise en vertu de l'article L3.	S



## 2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

### Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><i>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS DISSOCIABLES OU INDISSOCIABLES</i></p> <p><b>Définition générale</b> suivant la norme NF P 03-100</p>	<p>Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.</p> <p>Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.</p>	<p>PM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Obligation des acteurs de l'acte de construire	<p>Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante.</p> <p>A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1 - L'identification du responsable des vérifications techniques.</li><li>2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis.</li><li>3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.</li><li>4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).</li></ul>	PM
Expression des avis sur l'ouvrage	<p>Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises.</p> <p>Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage.</p> <p>Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.</p>	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS</i>		
<b>Cloisons (distribution - doublage)</b>		F
<b>Doublage thermique</b>		F
<b>Revêtements de sol</b>	Revêtement de sol souple prévu U3 P3 E2 C2 disposant d'un certificat QB prévu au CCTP	F
<b>Revêtements muraux</b>	Revêtement mural de type Archilin prévu dans les locaux du R+2 et revêtement mural bois prévu dans la salle d'audience du R+1	F
<b>Faux plafonds - plafonds</b>	Faux plafond en plaque de plâtre/type Ekla de chez Rockfon/en dalle perforée bois selon localisation	F
<b>Ventilation - Climatisation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Ajout d'extraction dans les salles d'audience existantes</li><li>- Pose CTA double flux dans la nouvelle salle d'audience du R+1</li></ul>	F
<b>Ascenseur</b>	Élévateur conforme CE prévu au CCTP	F



## 2.3 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

### Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
<b>Définition générale de la mission</b>	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>		
<b>Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage</b>		SO
<b>Examen visuel préalable aux travaux en l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic et état des lieux</b>	Une visite de reconnaissance permettant d'apprécier l'état des ossatures existantes devra être prévue	S
<b>Examen du programme de travaux en lien avec l'état des existants.</b>	Une visite de reconnaissance permettant d'apprécier l'état des ossatures existantes devra être prévue	S



## 2.4 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE

Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><b>Livre 1</b> <b>DISPOSITIONS APPLICABLES</b> <b>A TOUS LES</b> <b>ETABLISSEMENTS RECEVANT</b> <b>DU PUBLIC</b></p> <p><i>Chapitre 1</i> <b>CHAPITRE UNIQUE</b></p> <p><b>Section 1</b> <b>Classement des établissements</b></p> <p><b>Article GN 1</b> Classement des établissements</p> <p><b>Article GN 2</b> Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux</p> <p><b>Article GN 3</b> Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux</p>	<p>Établissement de type W, L, X classé en 2ème catégorie : il conviendra de nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur les travaux afin de valider ce classement</p>	<p>S</p> <p>SO</p> <p>SO</p>





POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Section 2</b> <b>Adaptation des règles de sécurité et cas particuliers d'application du règlement</b>		
<b>Article GN 4</b> Procédure d'adaptation des règles de sécurité	Il conviendra de nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur les travaux	S
<b>Article GN 5</b> Etablissement comportant des locaux de types différents	il conviendra de nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur les travaux afin de valider ce classement	S
<b>Article GN 6</b> Utilisations exceptionnelles des locaux	Concerne l'exploitant	PM
<b>Article GN 7</b> Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur		SO
<b>Article GN 8</b> Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation		F
<b>Article GN 9</b> Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants		SO
<b>Article GN 10</b> Application du règlement aux établissements existants		F
<b>Section 3</b> <b>Contrôles des établissements</b>		
<b>Article GN 11</b> Notification des décisions		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article GN 12</b> Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction	Les différents PV de classement au feu et de réaction au feu des éléments de construction devront nous être transmis	S
<b>Section 4</b> <b>Travaux</b>		
<b>Article GN 13</b> Travaux dangereux	Concerne l'exploitant	PM
<b>Section 5</b> <b>Normalisation</b>		
<b>Article GN 14</b> Conformité aux normes essais de laboratoires	Les différents PV de classement au feu et de réaction au feu ainsi que les certificats NF et CE des éléments de construction devront nous être transmis	S
<b>Section 6</b> <b>Structures provisoires et démontables</b>		
<b>Article GN 15</b> Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables	ces structures sont soumises à l'arrêté du 25/07/2022	SO
<b>LIVRE II</b> <b>DISPOSITIONS APPLICABLES</b> <b>AUX ÉTABLISSEMENTS DES</b> <b>QUATRE PREMIÈRES</b> <b>CATÉGORIES</b>		
<b>Titre 1</b> <b>DISPOSITIONS GENERALES</b>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Chapitre 1 GENERALITES</i>		
<b>Article GE 1</b> Objet		PM
<b>Section 1</b> <b>Contrôle des établissements</b>		
<b>Article GE 2</b> Dossier de sécurité		PM
<b>Article GE 3</b> Visite de réception	A la demande d'autorisation d'ouverture	PM
<b>Article GE 4</b> Visites périodiques	Concerne l'exploitant	PM
<b>Article GE 5</b> Avis relatif au contrôle de la sécurité	Concerne l'exploitant	PM
<b>Section 2</b> <b>Vérifications techniques</b>		
<b>Article GE 6</b> Généralités		PM
<u>Sous section 1</u> <u>Vérifications techniques assurées par</u> <u>des organismes agréés par le ministre</u> <u>de l'intérieur</u>		
<b>Article GE 7</b> Conditions d'application		F
<b>Article GE 8</b> Types de vérification		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article GE 9</b> Rapports de vérifications		PM
<u>Sous Section 2</u> <u>Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents</u>		
<b>Article GE 10</b> Obligations des techniciens compétents lors des vérifications		PM
 <i>Chapitre 2</i> <b>CONSTRUCTION</b>		
<b>Section 6</b> <b>Distribution intérieure et compartimentage</b>		
<b>Article CO 23</b> Généralités		PM
<b>Article CO 24</b> Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur)	Les cloisons entre les locaux accessibles au public et les dégagements devront être CF1H Les parois entre locaux accessibles au public devront être PF1/2H	S
<b>Section 8</b> <b>Conduits et gaines</b>		
<b>Article CO 30</b> Généralités		F
<b>Article CO 31</b> Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens accessible ou non au public		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article CO 32</b> Conduits traversant prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques importants		SO
<b>Section 9</b> <b>Dégagements</b>		
<u>Sous-Section 1</u> <u>Dispositions générales</u>		
<b>Article CO 34</b> Terminologie		PM
<b>Article CO 35</b> Conception des dégagements		F
<b>Article CO 36</b> Unité de passage, largeur de passage		F
<b>Article CO 37</b> Saillies et dépôts		F
<b>Article CO 38</b> Calcul des dégagements	Le R+1 dispose de 3 dégagements totalisant 8UP au lieu des 9UP exigibles du fait de l'augmentation de l'effectif de l'étage induit par la création de la salle d'audience de 100 personnes	D
<b>Article CO 42</b> Balisage des dégagements		F
<u>Sous-Section 2</u> <u>Sorties</u>		
<b>Article CO 43</b> Répartition des sorties, distances maximales à parcourir		F
<b>Article CO 44</b> Caractéristiques des blocs-portes		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article CO 45</b> Manoeuvre des portes		F
<b>Article CO 46</b> Portes des sorties de secours		SO
<b>Article CO 47</b> Portes à fermeture automatique		SO
<b>Article CO 48</b> Portes de types spéciaux		SO
<u>Sous-Section 4 Espaces d'attente sécurisés</u>		
<b>Article CO 57</b> Les solutions équivalentes		SO
<b>Article CO 58</b> Emplois d'un espace		F
<b>Article CO 59</b> Caractéristiques d'un espace		F
<b>Article CO 60</b> Les cas d'exonération		SO
 <i>Chapitre 3</i> <b>AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER</b>		
<b>Article AM 1</b> Généralités		PM
<b>Section 1</b> <b>Produits et matériaux de parois</b>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article AM 2</b> Produits et matériaux de parois		PM
<b>Article AM 3</b> Parois des dégagements protégés	Revêtement prévu M2 au CCTP	F
<b>Article AM 4</b> Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux	Revêtement prévu M2 au CCTP	F
<b>Article AM 5</b> Plafonds des dégagements non protégés et des locaux	Prévu M1 au CCTP	F
<b>Article AM 7</b> Sols des dégagements non protégés et des locaux	Prévu M3 au CCTP	F
<b>Article AM 8</b> Produits d'isolation		F
<b>Section 2</b> <b>Eléments de décoration</b> <b>Article AM 9 à Article AM 10</b>		SO
<b>Section 3</b> <b>Tentures, portières, rideaux, voilages, cloisons coulissantes ou repliables</b> <b>Article AM 11 à Article AM 14</b>		SO
<b>Section 4</b> <b>Gros mobilier, agencement principal, planchers légers surélevés</b>		
<b>Article AM 15</b> Principe général		F
<b>Article AM 16</b> Gros mobilier, agencement principal		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article AM 17</b> Planchers légers surélevés	Aucune réaction au feu n'est précisée dans les CCTP pour les estrades des salles classée en type L et leur revêtements	S
<b>Article AM 18</b> Rangées de sièges	Matériaux constituant les sièges des salles d'audience prévus M3 au CCTP ou en bois d'épaisseur supérieure à 9mm.	F
<b>Chapitre 5</b> <b>CHAUFFAGE, VENTILATION,</b> <b>REFRIGERATION, CLIMATISATION,</b> <b>CONDITIONNEMENT D'AIR ET</b> <b>INSTALLATION D'EAU CHAUDE</b> <b>SANITAIRE</b>		
<b>Section 1</b> <b>Généralités</b>		
<b>Article CH 1</b> Objectif et domaine d'application		PM
<b>Article CH 2</b> Conformité des appareils et des installations		F
<b>Article CH 3</b> Sources énergétiques autorisées		F
<b>Article CH 4</b> Documents à fournir	A la charge du maître d'ouvrage et/ou de l'exploitant.	PM
<b>Section 7</b> <b>Traitement d'air et ventilation</b>		
<b>Article CH 28</b> Installations de ventilation		PM





POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<u>Sous-Section 1</u> <u>Ventilation de confort</u>		F
<b>Article CH 29</b> Température de l'air		F
<b>Article CH 30</b> Générateurs d'air chaud à combustion	Article abrogé par l'Arrêté du 14 février 2000	SO
<b>Article CH 31</b> Installations	Article abrogé par l'Arrêté du 14 février 2000	SO
<b>Article CH 32</b> Circuit aérauliques		F
<b>Article CH 33</b> Prises et rejets d'air		F
<b>Article CH 34</b> Dispositifs de sécurité		F
<b>Article CH 35</b> Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes		SO
<b>Article CH 36</b> Centrale de traitement d'air		F
<b>Article CH 37</b> Batteries de résistances électriques		SO
<b>Article CH 38</b> Filtres		F
<b>Article CH 39</b> Entretien des filtres		PM
<b>Article CH 40</b> Unités de toiture monoblocs		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Chapitre 7 INSTALLATION ELECTRIQUE Article EL 1 à Article EL 23</i>		RS
<i>Chapitre 8 ECLAIRAGE Article EC 1 à Article EC 15</i>		RS



**Arrêté du 5 février 2007 - Dispositions particulières Type L**

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><b>LIVRE II</b></p> <p><b>DISPOSITIONS APPLICABLES</b></p> <p><b>AUX ÉTABLISSEMENTS DES</b></p> <p><b>QUATRE PREMIÈRES</b></p> <p><b>CATÉGORIES</b></p>		
<p><b>TITRE II</b></p> <p><b>DISPOSITIONS PARTICULIÈRES</b></p>		
<p><i>CHAPITRE I</i></p> <p><i>ÉTABLISSEMENTS DU TYPE L</i></p>		
<p><i>Sous-chapitre I</i></p> <p><i>MESURES APPLICABLES A TOUS LES</i></p> <p><i>ÉTABLISSEMENTS</i></p>		
<p><b>Section 1</b></p> <p><b>Généralités</b></p>		
<p><b>Article L 1</b></p> <p><b>Établissements assujettis</b></p>		PM
<p><b>Article L 3</b></p> <p>Calcul de l'effectif</p>	L'effectif supplémentaire induit par la création de la salle d'audience du R+ doit être compté en fonction du nombre de places assise en vertu de l'article L3.	S
<p><b>Article L 5</b></p> <p>Plans</p>	A la charge du maître d'ouvrage ou de l'exploitant	PM

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><i>Sous-chapitre II</i> <i>MESURES APPLICABLES AUX SALLES</i></p> <p><b>Section 2</b> <b>Dégagements</b></p> <p><b>Article L 20</b> Circulation dans les salles</p> <p><b>Article L 21</b> Personnes handicapées circulant en fauteuil roulant</p> <p><b>Section 3</b> <b>Aménagements</b></p> <p><b>Article L 28</b> Rangée de sièges</p>		<p>F</p> <p>F</p> <p>F</p>